



Extrait du Presse-toi à gauche !

<http://www.pressegauche.org/D-autres-choix-sont-possibles-selon-l-Alliance-sociale-6557>

Consultations prébudgétaires

D'autres choix sont possibles selon l'Alliance sociale

- Politique québécoise - Politique -



Date de mise en ligne : mardi 15 février 2011

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

L'Alliance sociale rencontre le 11 février dernier le ministre des Finances, Raymond Bachand, dans le cadre de ses consultations prébudgétaires. Ses représentants espèrent infléchir la position du ministre sur plusieurs mesures adoptées lors du dernier budget, particulièrement sur la question de l'échéance du retour à l'équilibre budgétaire et sur celle des droits de scolarité.

Ils se disent en désaccord à l'effet de viser l'atteinte de l'équilibre budgétaire en 2013-2014 et concernant la volonté de hausser les droits de scolarité à compter de 2012. Ces objectifs sont téméraires et mettent en péril l'avenir du Québec. « Avec qui le Québec est-il en compétition, sinon avec lui-même ? Aucun autre pays ne s'est fixé un échéancier aussi serré. Le gouvernement s'est pris à son propre piège ! Et lorsqu'on transfère la dette québécoise sur la relève en haussant les droits de scolarité, c'est l'avenir du Québec que l'on hypothèque », ont déclaré les porte-parole.

L'impact des compressions dans tous les ministères y compris dans les réseaux de l'éducation et de la santé, qui devront contribuer à la réduction des dépenses de 5,2 milliards d'ici 2013, aura des conséquences sociales catastrophiques. Pour ce faire, le gouvernement veut ramener la croissance des dépenses à 2,2 % alors qu'elle était en moyenne de 4,8 % depuis 2003.

« La reprise économique demeure fragile. Chaque jour, de nouvelles indications démontrent à quel point la partie est loin d'être gagnée. La situation de l'emploi est particulièrement préoccupante. À cet égard, elle est moins enviable qu'elle y paraissait il y a un an, quand le gouvernement s'est donné cet échéancier trop court. Le gouvernement du Québec doit changer sa position. Il en va de l'avenir économique du Québec. L'entêtement gouvernemental ne ferait qu'aggraver encore plus la situation », de marteler les représentants de l'Alliance sociale.

Ces derniers vont donc tenter de convaincre le ministre qu'il fait fausse route, non seulement avec ses compressions de dépenses et son échéancier, mais aussi avec son approche orientée vers le principe de l'utilisateur-payeur, de l'augmentation des droits de scolarité, de la tarification tous azimuts, du recours à la privatisation, aux PPP et à la sous-traitance. Le 12 mars prochain, une grande manifestation sur le thème : Un budget équitable : Une question de choix ! réclamera également du gouvernement un changement de cap. « D'autres choix sont possibles et c'est ce que nous répéterons au ministre aujourd'hui », de conclure les porte-paroles de l'Alliance.

Voici un rappel des propositions de l'Alliance sociale :

- Le report de l'échéance du retour à l'équilibre budgétaire ;
- L'abolition de la taxe santé ;
- L'arrêt de l'augmentation des droits de scolarité à compter de 2012 ;
- L'établissement d'un calendrier visant à dégager des économies de 400 millions sur le prix des médicaments ;
- Un financement adéquat des réseaux d'éducation et de santé et services sociaux ;

D'autres choix sont possibles selon l'Alliance sociale

- L'abolition du non-remplacement d'un départ sur deux pour la fonction publique et le personnel administratif des réseaux de la santé et de l'éducation ;
- L'ajout de 22 000 nouvelles places prioritairement dans les CPE et en milieu familial ;
- Une révision à la hausse de l'impôt sur le revenu des particuliers pour les contribuables gagnant plus de 127 000 \$ par l'introduction d'un 4e palier d'imposition de 28 % ;
- L'introduction d'une taxe sur les biens de luxe ;
- Une hausse des redevances minières avec une cible de 250 millions en droits d'exploitation d'ici 2013-2014 ;
- Un resserrement des divers crédits et congés fiscaux des entreprises équivalent à des revenus additionnels de 250 millions de dollars ;
- Un impôt minimum équivalent à 1,5 % du revenu net des entreprises qui générerait des revenus additionnels de 150 millions de dollars ;
- Une révision à la hausse de 300 millions de l'objectif du plan de lutte contre l'évasion fiscale.

L'Alliance sociale demande également que le gouvernement du Québec fasse pression sur le gouvernement fédéral pour réclamer :

- Une compensation pour l'harmonisation de la taxe de vente ;
- Le maintien du taux de progression de 6 % du financement fédéral de la santé au-delà de 2013-2014 ;
- La révision à la hausse des paiements de péréquation ;
- La récupération des économies réalisées grâce à l'existence de garderies à contribution réduite ;
- Le rehaussement des transferts fédéraux au titre de l'enseignement supérieur ;
- L'amélioration du régime d'assurance-emploi et le soutien aux travailleurs âgés ayant perdu leur emploi.

L'Alliance sociale demande au gouvernement de mettre en place une stratégie de développement économique et social dont l'objectif prioritaire sera le soutien et la création d'emplois de qualité, et ce, dans une perspective de développement durable.

Ainsi, le gouvernement devrait poursuivre ses investissements dans :

- Le soutien aux activités manufacturières et de la production industrielle par le maintien du programme RENFORT ;

D'autres choix sont possibles selon l'Alliance sociale

- Les infrastructures (réfection du transport routier, développement du transport en commun, équipements municipaux, développement des technologies vertes et du potentiel énergétique, construction de logement abordable, etc.) ;
- Les mesures de soutien à la main-d'oeuvre, notamment la reconduction du programme SERRÉ.

Transition vers une économie plus verte

Le gouvernement devrait finalement mettre à profit la disponibilité d'énergie renouvelable au Québec pour accélérer l'électrification des transports collectifs dans le but de réduire la dépendance au pétrole de l'économie québécoise et soutenir le développement de l'industrie québécoise de la fabrication de transport collectif (train, métro, autobus).

Afin de développer avec succès la filière des véhicules électriques, le gouvernement devrait en augmenter le financement de façon à s'assurer que le Québec obtienne sa part de ce marché en croissance. Il devrait aussi planifier une accélération du développement de la filière éolienne après 2015. Enfin, il doit faire en sorte que l'exploitation des ressources naturelles génère un maximum de retombées économiques.